

dans le cas concret qui nous intéresse. La politique suivie par la bureaucratie dans son « glacis stratégique » doit correspondre à la nature de cette bureaucratie ; elle nous révélera en même

temps le caractère de l'Etat russe. Elle nous permettra donc, une fois de plus, de confronter nos analyses précédentes et les conclusions auxquelles elles aboutissent.

1). - NOUVELLE POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE LA BUREAUCRATIE STALINIENNE

Entre 1923 et 1941, le souci principal de la bureaucratie stalinienne fut celui d'empêcher la conclusion d'une alliance générale de toutes les puissances impérialistes contre l'U.R.S.S. Pour arriver à cette fin, la bureaucratie utilisait à fond, comme l'avait fait avant elle le tsarisme, puis, de plus en plus, les sentants contraires aux intérêts de la caste dominante en U.R.S.S., utilisait uniquement les partis communistes mondiaux pour neutraliser telle ou telle fraction de la bourgeoisie mondiale par un marchandage sur le dos du prolétariat et des peuples coloniaux.

Cette politique de bascule, qui s'exprimait par la succession d'une série d'alliances avec une puissance impérialiste contre une autre (d'abord avec l'Allemagne ; puis avec la France ; puis de nouveau avec l'Allemagne ; puis avec l'Angleterre, etc.), n'a pu empêcher l'entrée des armées impérialistes allemandes en U. R. S. S. et la dévastation des régions les plus avancées de ce pays. Les « succès » apparents que Staline semblait avoir remportés (neutralité du Japon pendant la guerre germano-russe ; aide relative des impérialismes anglais, américain, etc.) n'étaient nullement déterminés par la « malice » de sa politique, mais par un état de fait, les rapports de forces concrets devant lesquels se trouvaient ces puissances impérialistes et qui les forçaient à remettre un règlement de comptes avec l'U.R.S.S. à plus tard. Il est faux de dire que la guerre aurait prouvé que les contradictions entre la bureaucratie et l'impérialisme n'étaient pas plus aiguës, « puisque Roosevelt s'est allié à Staline contre Hitler ». La seule conclusion que nous pouvons tirer, c'est que l'impérialisme américain ne voulait pas laisser à son concurrent allemand le privilège de coloniser l'immense espace russe, parce qu'il convoitait bien trop lui-même cette proie. Washington comprenait fort bien qu'une Allemagne victorieuse de l'U.R.S.S. constituerait pour ses plans de domination mondiale un danger mille fois plus grand qu'une Russie épuisée dans une longue guerre « victorieuse ». Les événements nous montrent que Washington ne s'est nullement trompé.

Mais, aujourd'hui, la politique de bascule ne peut plus constituer l'axe de la diplomatie soviétique. Elle présuppose l'existence de deux blocs plus ou moins égaux de force, du moins militaire. La deuxième guerre impérialiste a définitivement rompu l'équilibre impérialiste parti bolchevik de Lénine et de Trotsky,

les contradictions inter-impérialistes issues de la première guerre mondiale. Mais au lieu de baser sa stratégie sur les possibilités révolutionnaires du prolétariat mondial, Staline, dénué d'abord de la moindre confiance envers ses possédés, sauf imprévu, cet équilibre n'est plus reconstituable. L'encerclement de l'U.R.S.S. par un bloc impérialiste s'est achevé déjà de fait, et son achèvement moral et « de droit » (par exemple à l'O.N.U.) constitue l'objet principal de la diplomatie impérialiste dans les années à venir. Devant cette situation changée, la bureaucratie a dû élaborer tout à fait empiriquement, à partir de 1944, une nouvelle politique étrangère, basée essentiellement sur les trois facteurs suivants :

a) La constitution sur tous les flancs de l'U.R.S.S. d'un « glacis stratégique » éloignant de la Russie les points d'appui et les concentrations de forces impérialistes, et essayant même, à des endroits déterminés, de briser l'encerclement.

b) La tentative d'exploiter à fond les contradictions entre les puissances impérialistes affaiblies par la guerre et réduites au rang de satellites des U.S.A. (France, Italie, Hollande, Belgique, Norvège, etc.) et leurs maîtres impérialistes de Wall Street.

Dans ce cadre d'idées s'insère également la tentative constante de la diplomatie soviétique de briser la solidarité de fait entre les impérialismes anglais et américain face à la bureaucratie stalinienne.

La position de la bureaucratie face à l'Allemagne, à la Chine et au Japon est déterminée par une combinaison des deux facteurs précédents.

c) La tentative d'utiliser le mouvement ouvrier des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, et surtout le mouvement des peuples coloniaux, comme un moyen de chantage envers ces puissances, dans le but de pouvoir conclure de nouveaux accords provisoires sur le dos de ces mouvements.

De ces trois facteurs, c'est le premier qui a jusqu'ici reçu le plus d'attention, bien qu'à l'avenir ce sera le troisième qui deviendra de plus en plus important. Mais avant d'analyser l'intervention de la bureaucratie dans le glacis, un rapide coup d'œil sur la situation de ces pays avant l'occupation par l'Armée Rouge facilitera notre compréhension des événements qui s'y sont déroulés.

2). — LA SITUATION DANS LES PAYS DU « GLACIS » AVANT L'OCCUPATION

Les pays de l'Europe orientale et centrale (1) constituent tous, bien qu'à des degrés différents, des exemples typiques du développement combiné qui caractérise la situation de pays arriérés à l'époque impérialiste. Ces pays n'ont été industrialisés qu'à partir de la dernière décennie du XIX^e siècle, sous la poussée du capital étranger. Si celui-ci a parfaitement réussi à briser complètement l'ossature de la production artisanale et à saper les bases de la grande propriété foncière, il s'est montré, par contre, parfaitement incapable d'amener l'ensemble de ces pays à un développement de forces productives comparable à celui des pays capitalistes avancés. L'économie et, par suite, la situation politique de ces pays se caractérisent dès le début du XX^e siècle par une série incessante de crises, passant des guerres balkaniques à la guerre mondiale, à la suite des coups d'Etat dans l'après-guerre, jusqu'à l'établissement de dictatures militaro-policières, l'entrée dans la seconde guerre impérialiste et l'effondrement. Ces crises ne sont que le reflet du fait que ces pays se trouvent pris entre la putréfaction de la société post-féodale d'où ils viennent d'émerger et la putréfaction de la société capitaliste dans laquelle ils viennent d'entrer.

Sur le plan de l'industrie, la situation de ces pays se caractérisait, comme le précise le rapport des camarades Marcoux, etc., par :

a) La prédominance du capital étranger : 40 % du total des capitaux des sociétés par actions en Pologne ; 11 sur 16 établissements bancaires en Yougoslavie ; 80 % du capital investi dans les 102 entreprises centrales de Bulgarie ; 40 % du capital des sociétés par actions en Roumanie et la presque totalité du capital en Albanie se trouvaient entre les mains de capitalistes étrangers.

b) L'existence d'un large secteur étatique dans le capital « indigène », surtout représenté par les monopoles d'Etat, par les services d'utilité publique (chemins de fer, P.T.T., etc.) et par l'industrie lourde créée en vue de l'armement. Le caractère particulièrement large de ce secteur étatique n'est qu'un reflet du développement combiné, où l'accumulation primitive des capitalistes « indigènes » est freinée et retardée par le développement de l'industrie travaillant avec le capital étranger, par la concurrence étrangère, etc., et où l'Etat rassemblait une partie importante de la plus-value à l'échelle nationale est seul capable « de procéder aux grands investissements dans certaines branches » (thèses Marcoux).

(1) C'est-à-dire : la Pologne, la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie, la Yougoslavie et l'Albanie. L'Autriche et la Tchécoslovaquie, tout en montrant également des traits similaires aux caractéristiques mentionnées, constituent une combinaison entre ces traits et des traits d'un pays capitaliste hautement développé.

é) Le faible poids spécifique de l'industrie dans l'ensemble de l'économie nationale.

Sur le plan de l'agriculture, la situation se caractérise comme suit :

a) A l'exception de la Hongrie, tous les autres pays ont vu disparaître la grande propriété foncière semi-féodale sous les coups de l'endettement et de l'hypothèque. Les banques ont repris la domination sur les terres des mains des nobles.

b) Depuis 1918, une série de réformes agraires a mené à des redistributions de terres. Le nombre de propriétaires a augmenté dans la même mesure que l'endettement total de la paysannerie s'est accru sans cesse. Le problème central pour la paysannerie de ces pays c'est la libération des dettes, l'octroi de crédits à bon marché, l'introduction de procédés modernes de travail dans les coopératives.

c) Cependant, la soif de la terre subsiste, en fonction de la surpopulation du village qui, elle, est l'effet du retard du développement industriel. Tous ces pays ont en moyenne plus d'un million de familles paysannes sans terre. Des restants de grandes propriétés existent également, sur lesquelles cependant le propriétaire n'est le plus souvent qu'une sorte de « gérant » pour les banques, vu le fait que la plus grande partie de ses ressources s'en va vers elles sous forme d'intérêts et d'amortissement d'hypothèques.

Sur le plan politique, ces pays avaient la physionomie suivante :

3). — SCHÉMA DES PROCESSUS SE DÉROULANT DANS LE GLACIS

Pour juger ces événements, nous avons un précédent extrêmement précieux : l'analyse que fit Trotsky de l'Armée rouge en Finlande, en Pologne orientale et dans les pays baltes. Il ne s'agit pas pour nous de calquer simplement notre analyse sur la sienne ; mais il s'agit de déterminer dans quelle mesure les traits caractéristiques que Trotsky reconnaissait dans le mécanisme de l'occupation de la Pologne orientale, et qui pour lui découlèrent de la nature sociale de la bureaucratie, se retrouvent maintenant dans le mécanisme de l'occupation du glacis. Ces traits sont au nombre de quatre, et nous allons les retrouver un par un dans les événements passés. Ils sont les suivants :

a) L'approche et l'entrée de l'Armée rouge déclenchent une montée révolutionnaire plus ou moins vaste, parce que l'Armée rouge est considérée par les masses comme représentant un système social différent et révolutionnaire, celui de la propriété collective des moyens de production.

b) La bureaucratie aura la tendance à réprimer impitoyablement toute large action indépendante des masses. Dans la mesure où elle serait incapable de cette répression, elle se retirerait plutôt que d'exposer l'Armée rouge

a) Le manque absolu d'une base matérielle pour la démocratie bourgeoise classique, ainsi que le développement extrêmement faible de l'aristocratie ouvrière déterminent en général un développement très faible de la social-démocratie classique réformatrice et des partis petits-bourgeois urbains.

b) Le grand parti « populaire » est le parti paysan, qui recrute en général la grande majorité de la paysannerie et qui est dirigé par l'intelligentsia plus ou moins progressive.

c) Les partis bourgeois proprement dits sont des partis corrompus jusqu'à la moëlle qui se vendent successivement à des trusts étrangers, des groupements financiers puissants autochtones, à la Cour, etc.

d) La classe ouvrière suivait en majorité le P. C. après la première guerre mondiale. La plupart des P. C. de ces pays ont eu une vie illégale depuis 1924-1926.

Ajoutons encore que dans les pays où existait la monarchie, le « bloc » réactionnaire de la Cour, de la caste militaire et de la noblesse essayait de « couvrir » la grande propriété foncière décadente par le pillage de la caisse de l'Etat. La liaison entre les propriétaires fonciers, la caste militaire et l'Eglise, elle-même grande propriétaire foncière, était partout étroite.

Après ce bref coup d'œil sur la situation dans les pays du glacis avant l'entrée de l'Armée rouge, analysons maintenant les événements qui ont accompagné et suivi cette entrée.

au contact permanent avec des foyers révolutionnaires.

c) La bureaucratie ne peut incorporer des territoires définitivement sous son contrôle qu'à travers leur assimilation structurelle à la base économique issue de la Révolution d'Octobre. Cette assimilation structurelle peut être progressive et tendancielle. Il n'est pas du tout nécessaire que la bureaucratie assimile structurellement tous les territoires qu'elle occupe provisoirement, ce qui importe c'est de constater la tendance. La question de savoir dans quelle mesure cette tendance peut se réaliser, dépend des rapports de force entre la bureaucratie et l'impérialisme d'un côté, entre la bureaucratie et le prolétariat de l'autre.

d) Cependant, pour assimiler complètement un territoire quelconque, c'est-à-dire pour y exproprier et y détruire en tant que classe, propriétaires fonciers et capitalistes, la bureaucratie doit faire appel, ne fût-ce que sous une forme limitée et dans le dessein de la contrôler constamment et de la briser quand elle veut, à l'action autonome des masses. C'est précisément, entre autres, pour cette raison, et parce que la bureaucratie craint comme la peste cette action autonome des masses, qu'elle ne

pourra réaliser l'assimilation que sur une échelle relativement limitée.

Ces quatre traits caractéristiques découlent comme nous l'avons dit de la nature sociale de la bureaucratie soviétique, caste dégénérée tirant ses privilèges des bases économiques résultant d'une révolution prolétarienne. Nul autre groupe social ne peut agir de la même façon contradictoire. Il est par exemple tout à fait inimaginable que la bourgeoisie impérialiste américaine « utilise » l'occupation des usines par les travailleurs d'un pays quelconque contre une de ses « concurrentes ». Au contraire, les événements des années passées ont clairement montré que la bourgeoisie de tous les pays a essayé d'éliminer systématiquement toute action de classe du prolétariat, même si cette action se présentait dans l'immédiat comme un élément pour « accélérer » la liquidation de la guerre. La différence dans la politique sociale de la bureaucratie et de la bourgeoisie impérialiste dans des pays occupés découle de leur nature sociale différente (1).

Cependant, à côté des quatre traits énumérés plus haut, nous pouvons en citer deux autres qui, tout en découlant également de la nature de la bureaucratie, reflètent en même temps les buts immédiats que celle-ci poursuivait en occupant les pays du glacis.

e) La bureaucratie essaye de retirer immédiatement toutes les ressources possibles des pays occupés pour accélérer la reconstruction des régions dévastées russes. « Vu l'étendue énorme des dommages de guerre, et les difficultés extrêmes pour la reconstruction, qui en résultent, on peut comprendre que le gouvernement soviétique essaye d'accélérer les progrès de la reconstruction par des appoints venus de l'étranger », écrit le journal bourgeois et franchement antisoviétique « Neue Zürcher Zeitung » (18-5-1946). Cette attitude découle de la façon panique dont la bureaucratie a dû envisager les problèmes de la reconstruction (voir plus haut). Il faut remarquer que cette façon d'agir, ce pillage systématique, s'oppose à une exploitation rationnelle et de longue durée des ressources de ces pays, pour ne pas parler d'une incorporation harmonieuse de leur économie dans celle de l'U. R. S. S.

f) La bureaucratie essaye de détruire tout élément de liaison militaire avec l'impérialisme anglo-américain. Elle essaye pour cette raison d'éliminer avant tout la caste militaire, les représentants directs du capital étranger sur l'arène politique, etc., et s'assure le contrôle stratégique, militaire et policier sur les pays.

Confirmons maintenant ces tendances par les faits qui se sont passés dans les pays du glacis.

(1) Cette différence s'est exprimée d'une façon particulièrement saisissante en Allemagne, où les Anglais et les Américains ont immédiatement après le début de leur occupation, chassé les ouvriers des usines et « rétabli » l'autorité des directeurs, chassés comme nazis par les ouvriers.